

Note commune du Contrôleur Externe des Lieux Privatifs de Liberté (CELPL) et de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKAJU) concernant les incidents du 8 et 28 janvier 2022 au sein de l'Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn

Luxembourg, le 10 mars 2022

À la suite des incidents qui se sont déroulés au sein de l'Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) à Dreiborn (ci-après « UNISEC ») en date des 8 et 28 janvier 2022, le Contrôle externe des lieux privatifs de liberté (« CELPL ») et l'Ombudsman fir Kanner an Jugendlecher (OKAJU) se sont autosaisis afin de dresser un état des lieux impartial.

L'OKAJU a adressé à tous les jeunes placé.e.s de l'UNISEC, en concertation avec la direction, une lettre leur offrant la possibilité de contacter l'OKAJU pour partager leur perception des incidents. L'OKAJU a été saisi en date du 28 janvier 2022 par un pensionnaire de l'UNISEC et a reçu la demande de plusieurs jeunes concerné.e.s pour témoigner respectivement adresser des réclamations auprès de l'OKAJU.

Ce document traite des constats que le CELPL et l'OKAJU ont pu faire sur place, après de nombreux entretiens avec les acteurs du terrain et les jeunes concerné.e.s, et après visionnement du matériel de surveillance. Il vise primordialement à fournir une base de réflexion additionnelle à la direction du CSEE, à la Commission de surveillance et de coordination du CSEE, aux institutions et ministères concernés, c.à.d. à la Chambre des Députés, au ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse, au ministère de la Justice, au ministère de la Santé et au ministère de l'Intérieur afin de concerter leurs actions.

Ce document est structuré de sorte à fournir, dans une première étape, de plus amples informations sur des constats faits antérieurement au sujet de l'UNISEC. Dans une deuxième étape, il fournira davantage de détails concernant les deux événements cités ci-dessus. Dans une troisième étape, les événements sont passés sous revue sur base du ressenti des enfants et dans la perspective des droits de l'enfant. Finalement, il dégage des pistes afin de réduire la probabilité de répétition de tels incidents.

Table des matières

1.	Constats antérieurs et déficits structurels	3
2.	Détails concernant les événements du 8 et 28 janvier 2022	4
	<i>Au niveau des actions de la direction du CSEE et des responsables de l'UNISEC :</i>	<i>4</i>
	<i>Au niveau du fonctionnement de l'UNISEC :</i>	<i>4</i>
3.	Incidents revus sur base du ressenti des jeunes et dans la perspective des droits de l'enfant	6
	• Privation de liberté	6
	• Droit à la sécurité et protection	8
	<i>Pénurie de personnel</i>	<i>8</i>
	<i>Interventions en binôme « éducateur.rice-agent.e de sécurité »</i>	<i>8</i>
	<i>Violences verbales et communication transgressante</i>	<i>9</i>
	• Droit à la Santé	10
	<i>Soutien psychiatrique</i>	<i>10</i>
	<i>Problème : pathologies psychiatriques</i>	<i>10</i>
	<i>Soutien thérapeutique ambulatoire</i>	<i>11</i>
	• Droit à l'éducation	12
	<i>Suspension de l'enseignement à titre de mesure disciplinaire</i>	<i>12</i>
	<i>Offre de l'éducation formelle scolaire</i>	<i>12</i>
	<i>Besoins éducatifs des jeunes</i>	<i>12</i>
	• Droit à l'information et à la participation	13
	<i>Règles au sein de l'UNISEC</i>	<i>13</i>
	<i>Médecine et psychiatrie</i>	<i>14</i>
	• Planification éducative et accompagnement socio-éducatif et psycho-social	14
	• Qualification et formation	15
	<i>Qualification</i>	<i>15</i>
	<i>Formations continues et développement professionnel</i>	<i>16</i>
4.	Réduction de la probabilité de répétition d'un tel incident	16
5.	Conclusions	19
	Bibliographie	20

1. Constats antérieurs et déficits structurels

L'UNISEC était sous les feux des projecteurs à maintes reprises ces douze derniers mois : le manque de capacités d'accueil et un concept de prise en charge flou n'étaient que quelques-uns des reproches récemment prononcés à son égard. Par ailleurs, son emplacement, l'absence de profils et de missions clarifiées par la loi étaient des critiques continuellement avancées dès sa conception.

A cela s'ajoutent des constats que l'OKAJU et le CELPL (respectivement l'ORK) ont fait lors de leurs missions de contrôles et d'autres observations faites dans des avis, rédigés bien avant l'ouverture de l'UNISEC. Ainsi, les incidents actuels trouvent leur origine non seulement dans une dynamique de groupe négative momentanée¹, mais doivent être perçus et interprétés à la lumière des incohérences elles-mêmes du système de justice pour enfants et de la protection de l'enfance. Les efforts réalisés les dernières années par la direction du CSEE afin de clarifier la mission de l'UNISEC et les profils des jeunes dans le cadre de l'élaboration d'un « concept d'action général » n'ont malheureusement pas pu pallier ces failles.

Ainsi, en 2012, le CELPL recommandait « [...] de réserver les attributions sécuritaires et de surveillance à du personnel spécialement formé dans ce domaine » et demandait « aux autorités concernées de tout mettre en œuvre afin d'élaborer à court terme un concept global de fonctionnement de l'UNISEC, au niveau des ressources humaines nécessaires, mais avant tout également au niveau du suivi et de l'accompagnement socio-éducatif des jeunes qui y seront placés. »².

En 2013, le CELPL soulevait déjà « qu'il est d'une importance capitale que le plan de gestion de crises soit arrêté avant l'ouverture de l'unité de sécurité », tout en rappelant « avec insistance l'importance de dispositions de service écrites et connues par l'ensemble des concernés (...) »³.

En 2018, le CELPL soulevait que « le personnel doit faire face à une hétérogénéité des profils des jeunes qui nuit à la qualité de la prise en charge proposée »⁴ et « qu'un suivi doit inévitablement être réalisé après le séjour à l'UNISEC »⁵. Malheureusement, ces constats restent toujours d'actualité en 2022.

En août 2021, lors d'une mission de contrôle commune avec l'OKAJU, il était non seulement constaté que pour la plupart des gardien.ne.s, le détachement prendrait fin en automne 2021, mais qu'il existait un vrai manque d'effectifs à tous les niveaux principalement lié à une exténuation des ressources et donc de congés maladie répétitifs et/ou de longue durée. Le CELPL et l'OKAJU regrettent que les responsables du CSEE n'aient pas pu prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette évolution négative.

L'incident du 8 janvier, qui s'était annoncé la veille, entraînera non seulement certains dégâts matériels, mais surtout une multitude de blessé.e.s au niveau des gardien.ne.s, de la police grand-ducale, du personnel socio-éducatif et des jeunes, sans parler de l'impact psychologique des interventions dans le chef de tous les concernés. En été 2021, l'OKAJU et le CELPL avaient déjà fait plusieurs constats laissant conclure à des problèmes au sein de l'UNISEC qui peuvent entraver le bon fonctionnement d'une telle structure. Qui plus est, l'équipe avait constaté une grande confusion et frustration au sein de plusieurs membres du personnel, constats qui avaient été élucidés avec les

¹ Cf. Réponse à la question parlementaire N° 5486 (Question écrite) de Monsieur Léon Gloden, Député, Madame Octavie Modert, Députée concernant Violences au centre de l'Unité de sécurité (Unisec) à Dreiborn, par Madame Sam Tanson, Ministre de la Justice, Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse".

² CELPL 2012, p. 60.

³ CELPL 2013, p. 3.

⁴ CELPL 2018, p. 37.

⁵ CELPL 2018, p. 37

responsables de l'UNISEC à ce moment-là. Il semble pourtant que les mesures prises (clarifications du concept et des règles au sein de l'UNISEC, échange intensifié et rappel du comportement des éducateurs.rices lors des réunions d'équipes) pour contrer cette évolution négative n'ont pas porté les fruits escomptés, ce qui remet directement en question la capacité de l'Etat à empêcher de manière proactive des événements indésirables au sein d'un milieu privatif de liberté.

Rappelons que la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat⁶ a précisé les missions d'une « commission de surveillance et de coordination » pour piloter et surveiller les activités du centre. Or, les incidents du 8 et 28 janvier 2022 ne peuvent point être considérés comme des faits isolés mais doivent être interprétés aussi à la lumière de déficits structurels et d'un manque de clarté quant à la mission de l'UNISEC dès le départ.

2. Détails concernant les événements du 8 et 28 janvier 2022

Concernant l'événement du 8 janvier 2022 nous souhaitons soulever les points suivants :

Au niveau des actions de la direction du CSEE et des responsables de l'UNISEC :

Il est totalement inadmissible que le CELPL n'ait pas été informé en bonne et due forme et de manière proactive via sa permanence téléphonique 24/7 selon les procédures communiquées aux responsables du CSEE et de l'UNISEC en 2019 prévoyant une information immédiate en cas de rébellion. Pareil manquement a empêché le CELPL de remplir sa mission et de se rendre en temps utile sur les lieux.

Ce sera finalement la Police grand-ducale qui informera le CELPL des événements à l'UNISEC. Toutefois, il est regrettable que cette communication ait lieu tardivement, alors que les procédures établies avec la Police grand-ducale prévoient également que cette dernière informe le CELPL de manière imminente en cas d'incident dans un lieu privatif de liberté nécessitant les renforts des agents de la Police.⁷

Au niveau du fonctionnement de l'UNISEC :

Il ressort des discussions qu'il existe une vraie confusion de rôles entre le personnel socio-éducatif et les gardien.ne.s. Ainsi, certains gardien.ne.s adoptaient visiblement une attitude d'éducateur.rice, tandis que quelques éducateur.rices ne reculaient pas devant une intervention physique afin de tenter de calmer les jeunes lors de ces rébellions. Il faut se demander si cette confusion de rôle ne s'était pas déjà développée au cours des dernières années et que l'idée initiale du binôme « gardien.nes-éducateur.rices » est à préciser.

Le CELPL et l'OKAJU soulignent qu'il n'est pas d'office désavantageux qu'un/une gardien.ne adopte une approche éducative dans ses actions, voire qu'il/elle accorde une attention particulière à faire

⁶ Art. 5. Il est institué une commission de surveillance et de coordination, composée de trois membres désignés respectivement par le ministre ayant dans ses attributions la Famille, par le ministre ayant dans ses attributions l'Education nationale et par le ministre ayant dans ses attributions la Justice.

⁷ Loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat, article 7 par. 2 alinéa 3 : « Lorsque la gravité ou l'ampleur d'un incident survenu ou redouté à l'intérieur du centre ou à son entrée ne permet pas d'assurer le rétablissement ou le maintien de l'ordre et de la sécurité par les seuls moyens des agents du centre, le directeur ou celui qui le remplace est tenu de requérir l'assistance de la Police grand-ducale dans les conditions du Titre V de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police. »

preuve d'un comportement bienveillant, et qu'un/une éducateur.rice intervienne en cas de crise pour calmer une situation délicate. Toutefois, les rôles et compétences, ainsi que les devoirs et limites des différentes interventions doivent être claires et précises, et encore plus en cas de situation d'urgence, ce qui n'était manifestement pas le cas en l'espèce. Les gardien.ne.s sont compétent.e.s pour le maintien de la sûreté et de la sécurité et doivent subséquemment intervenir lorsque la sécurité de jeunes, du personnel ou du matériel est compromise. Toute abstention volontaire de remplir ces devoirs, dès lors qu'elle n'est pas justifiée par des raisons avérées de sécurité individuelle, est à considérer comme faute professionnelle.

Après analyse des images de ladite soirée, force est en outre de constater que certains gardien.ne.s ne maîtrisent aucunement les techniques d'immobilisation et risqueraient donc, en toute innocence, de contribuer à une désescalade et une dégénération supplémentaires de la situation.

Finalement, s'il est vrai que plus d'un pourrait reprocher à la police grand-ducale une certaine vigueur dans leurs actions physiques (p.ex. la manière d'évacuer les jeunes, etc.), l'équipe de contrôle aimerait surtout mettre en avant que la police a su garder son sang-froid, malgré les blessures infligées à certains de ses agents.

Il n'en reste pas moins que l'OKAJU et le CELPL se posent des questions sur les capacités des forces de l'ordre à maîtriser un groupe de jeunes, alors qu'elles étaient en surnombre, du moins lorsqu'on considère le soutien qui aurait pu être apporté par les gardien.ne.s sur place.

Après l'appel de renforts, les agents de Police étaient largement plus nombreux que les jeunes en rébellion. Subséquemment, le CELPL et l'OKAJU remettent en question la proportionnalité de certaines actions menées au sein des unités de vie des jeunes.

- Au niveau des actions prises par les responsables de l'UNISEC après les événements du 8 janvier :

Tous les jeunes impliqué.e.s dans les actes de rébellion ont été sanctionné.e.s en respect de la procédure disciplinaire en vigueur avec un isolement temporaire en chambre d'isolement pour une durée de 48 heures. L'OKAJU et le CELPL n'ont pas de critiques à formuler à cet égard.

A cette sanction s'ajoute une série de mesures dites éducatives qui échappent à toute procédure formellement ou légalement retenue. Ainsi, les jeunes ont passé trois jours dans leur unité de vie respective, afin d'éviter qu'ils ne se retrouvent tous ensemble. Pendant cette période, les responsables ont introduit un modèle graduel (« Stufenmodell ») qui prévoyait un retour progressif au fonctionnement habituel, réglant les sorties à l'air libre, le nombre de cigarettes pouvant être fumées et l'accès à l'école ou aux autres activités. Les jeunes ont été informés de ce plan après ce délai de trois jours. Ce « système de récompense » prévoyait 7 niveaux. Les deux premières journées, le « Stufenplan » ne prévoit pas de sortie à l'air libre, des restrictions au niveau des visites des membres de familles respectivement la participation aux cours scolaires. S'y ajoutèrent encore les « no gos » et « conséquences » prévues dans le « livret d'accueil ».⁸

Le CELPL et l'OKAJU manifestent évidemment un certain degré de compréhension pour la situation d'exception dans laquelle se trouvaient tous les concernés, mais il est inadmissible que les jeunes n'aient pas eu accès à l'air libre pendant au moins une heure par jour et encore moins pendant cinq jours d'affilée. Ceci s'apparente à un traitement inhumain que l'OKAJU et le CELPL critiquent vivement.

⁸ CSEE : Livret d'accueil / Willkommensbroschüre - Unité de sécurité (Luxembourg 2020), pages 29 à 31. Chapitres 6.3. « No-Gos », 6.4. « Konsequenzen bei Verstößen gegen die Regeln (No-Gos) », 6.5. « Isolierung im Isolierraum (vorübergehende Isolierung) ».

S'y ajoute un manque de transparence et de communication concernant les mesures décidées par la direction : les jeunes ne savaient ni comment la situation allait évoluer, ni quelles seraient les mesures (inévitables perçues comme sanctions) adoptées ou encore comment leur quotidien allait changer, créant sans aucun doute un sentiment d'angoisse et de stress non favorable à un retour d'une ambiance sereine au sein de l'unité.

Finalement, les restrictions des visites ne devraient être envisagées que lorsque le comportement fautif est en lien direct avec celles-ci.

Concernant les événements et l'intervention du 28 janvier :

Nous n'avons aucune remarque particulière à faire, si ce n'est le fait qu'une nouvelle rébellion se soit produite dans un intervalle de quelques semaines seulement et que l'implémentation du système de récompense par niveaux, synonyme du changement de régime après les faits du 8 janvier, n'ait guère amélioré les choses, loin de là. Les manques de transparence et de communication évoqués antérieurement ont sans aucun doute contribué à ce nouvel incident.

Ceci dit, à nouveau l'information du CELPL suivant les modalités retenues a encore fait défaut.

3. Incidents revus sur base du ressenti des jeunes et dans la perspective des droits de l'enfant

La présente partie a été établie en fonction des informations recueillies au cours des différents entretiens menés. Elle est destinée à être restituée aux jeunes dans le cadre d'une séance de feedback. L'OKAJU et le CELPL ont entendu neuf jeunes et différents membres du personnel afin de mettre en avant la parole des jeunes et d'obtenir leur ressenti par rapport aux incidents pour ensuite faire une analyse basée sur la Convention relative aux Droits des Enfants (ci-après : « CRDE »).⁹ L'audition des jeunes a été complétée par des entretiens avec les différents corps de métiers membres du personnel de l'UNISEC dans les semaines du 31 janvier et 7 février 2022.

- **Privation de liberté**

Article 37 CRDE - *La privation de liberté du jeune doit être une mesure de dernier recours et pour une période aussi courte que possible. Cet article ne s'applique pas seulement à la détention dans le cadre du système de justice pour jeunes. La protection de la jeunesse ou le placement fermé en raison d'un état psychiatrique relèvent également de cet article.*

Au cours des entretiens, l'une des problématiques qui a été mise en avant à plusieurs reprises par les jeunes est celle d'ignorer la durée de leur séjour et notamment une fin précise de la privation de liberté. Après tout, le placement est à la base prévue pour une durée maximale de trois mois. Toutefois, en pratique ce délai est souvent prolongé par le juge, notamment de trois mois, voire plus. Cela signifie que les jeunes sont traités de manière inégale par rapport aux adultes, qui au contraire,

⁹ « La consécration des droits des mineurs délinquants faisant l'objet d'un placement ordonné par l'autorité judiciaire est un phénomène relativement récent. Elle est l'occasion d'une rencontre intéressante entre les droits de l'enfant et les droits de l'usager que les établissements de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) doivent respecter. Ce mouvement profond de reconnaissance et de valorisation des droits individuels de la personne prise en charge se développe ainsi dans un contexte particulier, qui mêle à la fois injonction pénale, accompagnement éducatif, hébergement contraint, vulnérabilité de la personne mineure et droits des représentants légaux. » Beddiar, Nadia : Enfance placée et service public. Les droits des mineurs à la Protection judiciaire de la jeunesse. Lille 2021.

connaissent la durée de leur sentence et qui ont la possibilité d'être libérés plus tôt en cas de bonne conduite. Cette possibilité n'est pas offerte aux jeunes, ce qui réduit leur espoir et leur motivation.

En outre, le fait d'ignorer la date de sortie est un obstacle pour le personnel dans leur travail avec les jeunes par rapport à leurs objectifs, car ils établissent toujours un plan pour trois mois. Par ailleurs, l'infrastructure n'est pas adaptée pour un séjour dont la durée excède les trois mois. Cette problématique provoque beaucoup de frustration parmi les jeunes et le personnel.

Nous constatons que la nature actuelle du placement revient, du moins chez certains jeunes, à une « détention préventive » sans pour autant garantir la sauvegarde des droits similaires du droit pénal adulte.

Il faut relever que l'UNISEC n'a pas d'impact sur la longueur du séjour et que cela se soustrait à leur pouvoir d'agir. Le seul moyen d'y remédier est d'amener le/la jeune à adopter un comportement à ne pas voir son séjour prolongé et de travailler avec lui sur un projet de sortie. Or, un tel projet de sortie dépend une fois de plus d'autres offres et prestataires de services ou de places disponibles ailleurs.

L'OKAJU et le CELPL soulignent que la base légale doit être changée afin de limiter la privation de liberté à un strict maximum. Bien que la mesure de placement à l'UNISEC soit visée comme mesure éducative et protectionnelle, la perception subjective des jeunes est celle d'une peine infligée et comme traitement non-contrôlable de leur part.

Cependant, un comportement collaboratif et positif devrait être honoré d'une sortie plus avancée. Ceci devrait leur être communiqué plus clairement. Une telle logique devrait être inscrite dans le projet individualisé validé par le juge de la jeunesse respectivement ancrée dans le droit interne. La législation doit être adaptée et cohérente par rapport à celle applicable aux adultes qui prévoit des aménagements de peines en cas de conduite positive.

L'OKAJU et le CELPL tiennent également à souligner que faute d'une base légale pour déterminer les conditions d'une détention préventive, les délais des mesures prises dans le cadre d'enquêtes judiciaires tendent vers des durées excessives.

En effet, nous avons constaté qu'un des jeunes a entretemps dépassé un an à l'UNISEC sans que son affaire ne soit plaidée en justice respectivement sans que l'enquête ne soit clôturée. Ceci est disproportionné et doit être considéré comme un traitement inhumain qui est contraire aux principes formulés aux articles 37 et 40 de la CRDE. En particulier, l'absence d'une procédure judiciaire pendant plus d'un an constitue également une violation du principe du délai raisonnable (article 6 la CEDH).

S'agissant d'un jeune de moins 16 ans lors des infractions commises, il n'est pas à comprendre que son expertise psychiatrique n'a pas encore été réalisée pendant les 13 derniers mois. Des délais d'attente de cette envergure ne sont jamais conformes à l'intérêt supérieur de l'enfant et ne sont certainement pas à considérer comme un indice de « justice adaptée aux enfants ».

L'UNISEC n'a pas d'influence sur la lenteur ou la rapidité des enquêtes judiciaires et il révèle de la compétence des autorités judiciaires à veiller à respecter des délais raisonnables pour des jeunes suspecté.e.s.

Lors des différentes discussions avec le personnel, l'OKAJU et le CELPL n'ont pas pu soulever la raison et les critères prédéterminés du transfert temporaire des deux jeunes au CPL pour une durée de 5 jours. Cette décision était dans le ressenti des jeunes peu compréhensibles, voire arbitraire et, de plus, contreproductif comme les deux jeunes concerné.e.s ont bénéficié de plus de liberté (jeux vidéo et cigarettes) au CPL qu'à l'UNISEC.

Le CELPL et l'OKAJU regrettent profondément l'emprisonnement temporaire dans une prison pour adultes, qui est contraire à l'article 37 de la CRDE.

- Droit à la sécurité et protection

Art. 19 (toutes formes de violence) et Art. 24 (violences sexuelles) - Les enfants ont un droit à la sécurité. Cela signifie que chaque enfant doit pouvoir grandir dans un environnement sûr.

Pénurie de personnel

Il y a un manque de personnel, notamment parmi les agent.e.s de sécurité, ce qui nuit à la sécurité des jeunes et du personnel. Il faut préciser que ce manque de personnel n'est pas dû à un manque de postes attribués¹⁰, mais que des postes ne sont pas assurés en raison de congés de maladie, d'autant plus élevés dans le contexte pandémique et de détachements venant à terme. Il faut mentionner que la direction a déjà fait savoir à l'OKAJU et au CELPL en été 2021 que les détachements prendraient fin à l'automne et ne serait pas renouvelés. La direction était donc déjà au courant que l'UNISEC serait confrontée à une pénurie de personnel à l'automne 2021. Le CELPL et l'OKAJU regrettent que la direction n'ait pas suffisamment anticipé cette lacune de sécurité tout en considérant la lenteur et les limitations des procédures de recrutement de l'État luxembourgeois.

Les trois agents de sécurité supplémentaires engagés auprès d'une société privée se sont également avérés insuffisants. Les entretiens avec les jeunes ont révélé qu'ils sont tout à fait conscients du manque de personnel et de la surcharge de travail, ce qui n'est pas propice ni à une bonne ambiance, ni à un sentiment de sécurité de toutes les personnes.

Interventions en binôme « éducateur.rice-agent.e de sécurité »

Il s'avère également qu'au fil du temps, une confusion est survenue quant aux rôles et missions du personnel (éducateurs.rices et agent.e.s de sécurité). Par conséquent, cette confusion entraîne des interventions inadéquates et non adaptées, par exemple en cas d'immobilisation d'un/une jeune. Cela signifie entre autres que la sécurité des jeunes et celle du personnel n'est pas garantie par endroits et moments dans le déroulement de la journée.

L'OKAJU et le CELPL conseillent à la direction de rappeler ou clarifier les descriptions des tâches du personnel à court terme afin d'éviter une confusion des rôles avec toutes ses conséquences à l'avenir et de réévaluer, le cas échéant le concept du travail en binôme éducateur.rice-gardien.ne.

Comme constaté en été 2021, l'OKAJU et le CELPL considèrent qu'il est nécessaire que l'UNISEC recrute, à court terme, davantage d'agent.e.s de sécurité engagé.e.s par des sociétés privées.

Désormais, l'UNISEC devrait recruter elle-même ses propres agent.e.s de sécurité au lieu de passer exclusivement par le recrutement des centres pénitentiaires. L'objectif est d'attirer un public plus large, ayant une affinité et des compétences plus spécialisées dans le domaine des enfants et des jeunes.

Nous saluons les efforts du CSEE à pallier ce manque de personnel par la contractualisation d'une entreprise de sécurité mettant à disposition des agents de sécurité. En effet, le recours à des ressources humaines supplémentaires via ce biais aurait pu être davantage favorisé, le cas échéant, moyennant des formations supplémentaires pour ces agents.

¹⁰ L'Unisec dispose d'un effectif attribué de 71 postes équivalent temps plein.

Le CELPL et OKAJU souhaitent également souligner qu'il est inacceptable que le personnel soit exposé quotidiennement à des agressions verbales et estiment que cela devrait avoir des conséquences pour les jeunes.

Certes, il faut contextualiser des transgressions verbales des jeunes par rapport à leur vécu et leur socialisation, sans pour autant tolérer des excès de menaces. La gestion de ces incivilités devra pouvoir se faire dans le cadre d'un régime d'ordre intérieur (transparent et connu des jeunes) en amont des mesures disciplinaires actuellement prévues par la loi. Dans ce contexte, on peut se demander si l'exclusion totale du recours à des « mesures à caractère disciplinaire », comme le législateur l'a prévu dans la loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État¹¹, n'a pas un effet contre-productif pour l'ordre interne de l'UNISEC.

Les mesures à caractère disciplinaire peuvent avoir un effet stabilisateur, mais elles devraient être inscrites dans une loi. Pour réagir aux infractions aux règles, on pourrait envisager un modèle progressif tel que le prévoit l'exécution des peines pour jeunes en Rhénanie-du-Nord-Westphalie¹², avec d'abord des interventions sous forme de dialogue, puis des mesures éducatives et enfin, en dernier recours, des sanctions disciplinaires inscrites dans la loi. Ainsi, une refonte du régime disciplinaire pourrait améliorer les procédures et nuancer le catalogue des mesures « éducatives » et « disciplinaires » dans une logique de gradation tout en garantissant au jeune les garanties procédurales standard.

¹¹ La loi modifiée du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État prévoit à l'article 9 une distinction entre des « **mesures à caractère disciplinaire** » (l'avertissement écrit, et l'exécution d'un travail non rémunéré de nettoyage ou de réparation) et la « **sanction disciplinaire** » (l'isolement temporaire en chambre d'isolement pendant une durée ne pouvant pas dépasser soixante-douze heures) et précise la procédure avec la rédaction obligatoire d'un rapport concernant le manquement à la discipline transféré au directeur pour en décider. (« *En cas de manquement à la discipline, un rapport est établi dans les plus brefs délais par l'agent présent lors de l'incident ou qui en a eu connaissance en premier* »).

¹² Gesetz zur Regelung des Jugendstrafvollzuges in Nordrhein-Westfalen (Jugendstrafvollzugsgesetz Nordrhein-Westfalen - JStVollzG NRW 2017). „§ 53 **Pflichtverstöße, erzieherisches Gespräch, Konfliktregelung.** (1) Verstoßen Gefangene schuldhaft gegen Pflichten, die ihnen durch oder aufgrund dieses Gesetzes auferlegt sind, wird versucht, diese Pflichtverstöße zeitnah im erzieherischen Gespräch aufzuarbeiten. Verbleibende, schwerwiegende oder wiederholte Konflikte sollen im Wege der Konfliktregelung geschlichtet werden. Dabei können ausgleichende Maßnahmen, insbesondere eine Entschuldigung, Mediation, Schadensbeseitigung oder -wiedergutmachung, vereinbart werden. Zudem können erzieherische Maßnahmen angeordnet werden, die den Gefangenen das Fehlverhalten durch lernende Vorgaben unter Berücksichtigung des individuellen Förderbedarfs vor Augen führen. (2) Die Anstaltsleiterin oder der Anstaltsleiter legt fest, welche Bediensteten befugt sind, erzieherische Maßnahmen anzuordnen.“ „§ 54 **Disziplinarmaßnahmen.** (1) Disziplinarmaßnahmen dürfen nur angeordnet werden, wenn Maßnahmen nach § 53 nicht ausreichen, um den Gefangenen das Unrecht ihrer Handlung zu verdeutlichen. (2) Eine Disziplinarmaßnahme ist auch zulässig, wenn wegen derselben Verfehlung ein Straf- oder Bußgeldverfahren eingeleitet wird. (3) Zulässige Disziplinarmaßnahmen sind 1. die Beschränkung der Verfügung über das Hausgeld bis zu 75 Prozent des monatlich zur Verfügung stehenden Betrags bis zu einem Monat, 2. die Beschränkung oder der Entzug der Teilnahme an gemeinsamen Veranstaltungen bis zu sechs Wochen, 3. die getrennte Unterbringung während der Freizeit bis zu vier Wochen, 4. die Beschränkung oder der Entzug der Gegenstände für eine Beschäftigung in der Freizeit mit Ausnahme des Lesestoffs bis zu vier Wochen, 5. die Beschränkung oder der Entzug des Hörfunk- oder Fernsehempfangs bis zu sechs Wochen und 6. Arrest bis zu zwei Wochen. (4) Arrest darf nur wegen schwerer oder mehrfach wiederholter Verfehlungen verhängt werden. (5) Mehrere Disziplinarmaßnahmen können miteinander verbunden werden.“

- **Droit à la Santé**

Article 24 CRDE - Chaque enfant a le droit de jouir de la meilleure santé possible et de bénéficier des prestations de soins de santé. Le gouvernement doit veiller à ce qu'aucun enfant ne se voit refuser l'accès à ces prestations. **Article 39 CRDE** - Chaque enfant victime de guerre ou d'exploitation, de maltraitance, d'abus sexuels, de torture ou d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants a droit à une attention particulière. Ces enfants doivent être pris en charge dans un environnement favorable à leur santé, à leur respect de soi et à leur estime de soi. Les soins et le traitement doivent être adéquats et axés sur ce qu'ils ont vécu et doivent viser leur rétablissement et leur réintégration dans la société.

Soutien psychiatrique

En été 2021, le CELPL et l'OKAJU ont déjà constaté que les deux pédopsychiatres affectés à la raison d'une demi-tâche au CSEE (sur base d'une convention de collaboration avec le CHNP financée par le Ministère de la Santé) n'étaient pas suffisants pour réaliser le diagnostic et le suivi psychiatrique des jeunes. Entretemps, le soutien psychiatrique a été limité à l'un des deux pédopsychiatres. Il ressort également des discussions avec le personnel que la collaboration avec la psychiatrie ne fonctionne plus de manière optimale, au détriment des jeunes. À cet égard, l'OKAJU et le CELPL recommandent aux autorités concernées de débloquent les fonds nécessaires pour permettre d'engager un pédopsychiatre à temps plein ou du moins à mi-temps, affecté exclusivement à l'UNISEC.

En ce qui concerne la prise en charge de la santé mentale respectivement psychiatrique des jeunes par un/une infirmier/infirmière psychiatrique, la note interne concernant la demande de données au Ministère de la Santé par l'OKAJU en vue de la réunion avec Madame la Ministre de la Santé du 17 février 2022, la convention entre le Ministère de la Santé et le CHNP prévoit la mise à disposition d'un/une infirmier/infirmière psychiatrique à raison d'un équivalent temps plein. Or, ceci n'est pas le cas dans la pratique et des visites sur site par un infirmier/infirmière n'ont pas eu lieu jusqu'à présent. L'OKAJU et le CELPL recommandent au CHNP et au CSEE d'assurer que ce poste soit effectivement mis à disposition des jeunes à l'UNISEC et ceci à raison d'un équivalent temps plein.

En ce qui concerne l'infirmière qui s'occupe actuellement de la prise en charge de la santé somatique des jeunes, engagée à temps partiel et présente sur site, le CELPL et l'OKAJU ont déjà constaté en été 2021 que l'infirmerie devrait être accessible aux jeunes plus souvent, de préférence au quotidien.

Problème : pathologies psychiatriques

L'UNISEC accueille plusieurs jeunes ayant des antécédents psychiatriques. Dans certains cas, le traitement psychiatrique a été interrompu dans la clinique spécialisée en raison de la mise en danger d'autrui ou d'une réticence manifeste à suivre la thérapie, et les jeunes ont été réadmis à l'UNISEC. Mais à l'UNISEC, ces jeunes se révèlent être des « éclateur.e.s du système » (« Systemsprenger »)¹³ qui ne peuvent pas être traité.e.s de manière adéquate et qui ont une influence négative considérable sur la dynamique de groupe.

L'offre de services et institutions de prise en charge de jeunes présentant des troubles psychiatriques et des troubles graves du comportement doit être impérativement diversifiée et améliorée au Luxembourg.

¹³ Baumann, Menno: Kinder, die Systeme sprengen. Band 1: Wenn Jugendliche und Erziehungshilfe aneinander scheitern. Band 2: Impulse, Zugangswege und hilfreiche Settingbedingungen für Jugendhilfe und Schule.(2019)

Considérant que l'UNISEC n'est pas un milieu thérapeutique proprement dit, il est important d'assurer une prise en charge thérapeutique ambulatoire lors du séjour à l'UNISEC. L'OKAJU et le CELPL saluent les efforts du SPS à mobiliser des thérapeutes.¹⁴

Les entretiens avec les jeunes ont révélé qu'il y a un véritable besoin d'envisager des modes d'expression non-verbale sous forme créative et/ou sportive, à côté des méthodes thérapeutiques qui sont actuellement mises en œuvre et qui mettent l'accent sur le dialogue avec le thérapeute. À cet égard, l'OKAJU et le CELPL considèrent qu'il serait bénéfique de disposer d'une salle de thérapie séparée, d'augmenter le nombre de bureaux d'une ou deux unités et de transférer l'infirmier dans un local plus grand.

“Net jidwerengem ass gehollef mat Schwätzen mat engem Psycholog, et gin och Leit dei sech äusseren duerch aner Saachen, sou wei Musek” – Citation d'un/une pensionnaire

Sachant que les jeunes ont souvent déjà un parcours antérieur long et difficile, pendant lequel ils ont eu beaucoup d'échanges avec différents professionnels, ce serait une façon innovante de travailler avec eux, selon le CELPL et l'OKAJU. En effet, ces jeunes ont tendance à se renfermer sur eux-mêmes et une thérapie non-verbale leur permettrait de s'exprimer de façon différente. Il s'agit donc d'un moyen alternatif et complémentaire pour favoriser l'expression des jeunes. La thérapie non-verbale pourrait, à titre indicatif, se faire par le biais de la musique, du dessin, de la peinture, de la menuiserie, du sport, de la danse, des jeux, de l'exercice ou d'un « makerspace » (atelier numérique). Mais pour y parvenir, il serait nécessaire d'augmenter les effectifs.

Il faut bel et bien rappeler que l'infrastructure actuelle de l'UNISEC ne s'approprie nullement à des offres thérapeutiques et que des jeunes à besoins psychothérapeutiques avérés devraient être réorientés vers d'autres offres institutionnelles, mais faisant apparemment défaut.

- Tabagisme

Article 33 CRDE: *Les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées, y compris des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives, pour protéger les enfants contre l'usage illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes, et pour empêcher que des enfants ne soient utilisés pour la production et le trafic illicites de ces substances.*

La consommation de tabac est pratiquée par les jeunes à hauteur de 12 cigarettes par jour au maximum. Bien que la consommation du tabac soit interdite en-dessous de 18 ans, force est de constater que presque tous les jeunes en consomment. En effet, il faut voir que presque un tiers des jeunes fument régulièrement. Selon l'étude HBSC de 2018, (20,8+11,8=32,6) 36% des jeunes hommes entre 17 et 18 ans fument régulièrement ou quotidiennement.¹⁵

Le CELPL et l'OKaJu sont conscients que la loi anti-tabac actuellement en vigueur prévoit l'interdiction de vendre des cigarettes à des jeunes de moins de 18 ans. L'OKaJu rejoint toutefois les propos du

¹⁴ „As is increasingly understood, violent or aggressive behaviour from a child can be symptomatic of a range of issues and their access to therapeutic supports, through campus clinical services, is vital to ensure their needs are met in a preventive and proactive manner. Trauma-informed practice is being introduced in order to further enhance this approach.” Kilkelly, Ursula; Bergin, Pat: Advancing Children's Rights in Detention. A Model for International Reform. Bristol 2022. Page 108-109

¹⁵ <https://cepas.public.lu/dam-assets/fr/publications/rapports/HBSC-Endbericht-2018-Web-.pdf> „Von den luxemburgischen Schülern im Alter von 15 Jahren haben 12 % der Jungen und 14 % der Mädchen in diesem Zeitraum geraucht, was nahezu dem Durchschnitt entspricht.“

CELPL qui a décidé dans son rapport sur l'UNISEC en 2018 de ne pas blâmer les responsables du CSEE pour leur approche, alors qu'un sevrage au tabac, qui viendrait bien souvent s'ajouter à un sevrage d'autres substances, ne serait pas propice à une admission et une prise en charge sereines au sein de l'UNISEC.

L'OKAJU et le CELPL soutiennent dès lors cette indulgence dont font preuve les responsables de l'UNISEC au vu de la particulière situation de fait et de l'état psychologique des jeunes en cause et apprécie la flexibilité et la tolérance affichées en la matière.

Dans le cas de l'UNISEC, les pauses-cigarettes s'avèrent de moments importants dans la routine quotidienne des jeunes. Le CELPL et l'OKAJU recommandent néanmoins aux responsables du CSEE de proposer des aides au sevrage aux jeunes, de mettre en place un programme de sensibilisation, de prévention et d'information relatif à la consommation de tabac et de développer un programme offrant des attraits aux jeunes pour les inciter à s'arrêter de fumer.

- **Droit à l'éducation**

Article 28 CRDE - Chaque enfant a le droit à l'éducation. **Article 29 CRDE**- L'éducation des enfants doit les aider à développer pleinement leur personnalité, leurs aptitudes et leurs capacités dans différents domaines auxquels ils devront faire face à l'avenir.

Tous les jeunes jusqu'à 16 ans (18 ans à l'avenir) sont soumis à l'obligation scolaire. En outre, ils ont le droit de suivre une formation professionnelle, condition préalable à l'intégration et à la participation sociale. Les entretiens avec les jeunes ont révélé que cet aspect du séjour leur importe beaucoup.

Suspension de l'enseignement à titre de mesure disciplinaire

Suite aux événements de janvier, les jeunes concerné.e.s ont été exclus des cours. Le CELPL et l'OKAJU estiment que cela est contre-productif ; l'éducation est un droit et l'exclusion est une violation de l'article 28 de la CDE.

Offre de l'éducation formelle scolaire

Il convient de se demander dans quelle mesure on peut attendre de la clientèle de l'UNISEC, qui a une tendance de carrière scolaire disruptive et a un certain bagage, qu'elle suive un parcours scolaire formel et si des concepts pédagogiques spécialisés ne seraient pas plus prometteurs.

L'OKAJU et le CELPL sont d'avis que l'offre scolaire et l'organisation scolaire devraient être adaptés davantage aux besoins d'apprentissage et besoins particuliers des jeunes. Ne faudrait-il pas recourir davantage aux ressources des « Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée » (CC) et s'inspirer d'autres modèles de formation scolaire comme par exemple des écoles à journée continue avec une alternance entre activités d'éducation formelle et non-formelle respectivement des « centres socio-thérapeutiques » créés depuis 2018 dans les différentes régions du pays ?

Besoins éducatifs des jeunes

En outre, l'offre d'éducation non formelle devrait être élargie et orientée vers le but de leur apprendre des « social skills » et de leur offrir une perspective en dehors de l'UNISEC.¹⁶ Cela peut se faire, par exemple, par le biais d'activités sportives dans lesquelles les jeunes apprennent à respecter les règles de jeu et à travailler en équipe. En outre, le CELPL et l'OKAJU estiment qu'il faut utiliser des méthodes

¹⁶ General Comment no. 1 (The Aims of Education) 'education must also be aimed at ensuring that essential life skills are learnt by every child and that no child leaves school without being equipped to face the challenges that he or she can expect to be confronted with in life'

innovantes et spécialement adaptées à la clientèle de l'UNISEC. A titre d'exemple : formation aux compétences sociales, formation anti violence et agressivité (dans le but d'identifier les schémas d'escalade, de développer des approches non-violentes de résolution de conflits et d'élaborer une compréhension non violente des rôles), prévention d'addiction avec le but de développer une sensibilisation aux risques de substances psychoactives et addictives, développement de la faculté d'empathie (Empathietraining, konfrontative Pädagogik nach Eberwein¹⁷), cours de langue et d'intégration pour les étrangers issus de l'immigration, etc.

L'OKAJU et le CELPL sont conscients que cette restructuration de l'offre scolaire est difficile à mettre en œuvre et que les apprentissages en question ne peuvent pas être acquis dans un délai de trois mois. Cependant, la pratique montre que les jeunes y restent en moyenne plus longtemps, environ six mois et que certains sont placé.e.s à plusieurs reprises dans cette structure. Naturellement, le recrutement de personnel supplémentaire devrait également être envisagé à cet égard.

L'OKAJU et le CELPL tiennent à souligner que le caractère non formel ne signifie pas que les jeunes ne sont pas lié.e.s à un programme fixe et structuré. Lors des discussions avec les professionnels, il est apparu que les jeunes manquent souvent de motivation d'aller à l'école à l'heure ce qui a pour conséquence que les jeunes décident pratiquement eux-mêmes de l'heure à laquelle ils vont à l'école, ce qui n'est pas dans l'intérêt des jeunes et rend le travail des enseignants difficile. Les enfants, notamment ceux qui ont des difficultés avec l'autorité, l'agressivité et des comportements émotionnellement disruptifs ont besoin de règles structurées. Pour remédier à de telles faiblesses de motivation, l'OKAJU et le CELPL proposent un entraînement systématique à la motivation pour les jeunes concerné.e.s, dans le but de les rendre autonomes dans l'organisation de leur vie quotidienne. Toutefois, la question se pose ici aussi de savoir si cela est réalisable en l'espace de trois mois (short motivational programme).¹⁸

En raison d'un manque de personnel, certains cours en classes se déroulent sans la présence d'un/une agent.e de sécurité depuis un certain temps, ce qui n'est pas propice à la sécurité des jeunes et des enseignants.

En dehors des activités susmentionnées dans un cadre éducatif, les jeunes ont, sur la base de l'**article 31 de la CRDE** le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités culturelles et artistiques. Ainsi, les jeunes ont exprimé leur souhait d'avoir plus d'activités sportives, respectivement aussi pendant les weekends.

- **Droit à l'information et à la participation**

Article 12 CRDE - Les enfants ont le droit d'exprimer leur point de vue sur les décisions qui les concernent. Par conséquent, les enfants doivent pouvoir s'exprimer et exercer une influence en parlant, en pensant et en agissant. **Article 17 CRDE** - Les enfants ont le droit à une information compréhensible, qui favorise leur bien-être, leur santé et leur développement.

Règles au sein de l'UNISEC

Tant les entretiens avec le personnel en été 2021 que les entretiens dans le cadre des deux incidents de janvier 2022 ont montré une confusion des rôles entre les éducateurs.rices et les agente.s de sécurité, ainsi qu'un brouillage des règles de base par rapport au concept.

¹⁷ Weidner, J.; Kilb, R. (Hrsg.): Konfrontative Pädagogik: Konfliktbearbeitung in Sozialer Arbeit und Erziehung. <https://www.konfrontative-paedagogik.de/grundlagen/konfrontative-paedagogik>

¹⁸ Kurzintervention zur Motivationsförderung (KIM).

<https://bagaep.de/wp-content/uploads/2017/09/Kurzintervention-zur-Motivationsförderung-KIM.pdf>

Les jeunes éprouvent un sentiment d'injustice et d'inégalité de traitement, puisque les règles ne s'appliquent pas toujours de la même manière aux jeunes. En outre, le "Stufenplan", qui servait de mesure éducative, serait "*tombé du ciel*" en sus d'autres punitions après le premier incident.

L'OKAJU et le CELPL conseillent à la direction de réévaluer le concept avec les éducateurs.rices et de communiquer à nouveau clairement les règles au personnel, ainsi qu'aux jeunes, afin d'éviter que de tels sentiments d'injustice et de traitement arbitraire surgissent et afin de garantir un soutien quotidien dont les jeunes de de cette structure ont besoin.

En outre, le CELPL et l'OKAJU recommandent que les jeunes soient davantage impliqués dans les tâches quotidiennes. Dans le cadre de leur développement et de leur éducation, il est important qu'ils apprennent à accepter l'autorité et la responsabilité. Par exemple, on peut exiger des jeunes qu'ils rangent leur chambre, qu'ils se lèvent à l'heure demandée pour aller à l'école, qu'ils aident à mettre et débarrasser la table, qu'ils laissent le salon dans l'état où ils l'ont trouvé, etc. Si les jeunes ont des difficultés à le faire, il appartient aux éducateurs.rices de les aider à l'apprendre et de veiller à ce que ces règles soient finalement respectées. Bien entendu, les règles doivent également être assorties de conséquences.

En ce qui concerne le "Stufenplan" qui a été pris comme mesure de crise après le premier incident, l'OKAJU et le CELPL notent qu'en plus d'une explication et d'un échange verbal avec les jeunes, ceux-ci auraient dû recevoir le règlement par écrit. Les éducateurs.rices auraient également dû recevoir le "Stufenplan" par écrit.

Médecine et psychiatrie

Lors des entretiens avec les jeunes, il s'est avéré que la majorité d'entre eux ne comprennent pas pleinement la raison pour laquelle ils doivent prendre certains médicaments et notamment si le personnel peut les forcer à les prendre.

Il est à souligner à cet égard que le droit interne est lacunaire et ne tranche pas cette question. Les jeunes ne sont pas placés sur base de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux, mais sur base de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse de 1992 qui ne prévoit pas la médication sous contrainte.

En outre, la majorité des jeunes ne comprennent pas les motifs d'une hospitalisation psychiatrique.

L'OKAJU et le CELPL tiennent à souligner que leur droit à l'information doit être respecté et que les raisons de toute médication ou hospitalisation psychiatrique doivent être expliquées aux jeunes régulièrement et dans un langage adapté aux enfants.

- Planification éducative et accompagnement socio-éducatif et psycho-social

Lors des entretiens avec les jeunes, il apparaît qu'aucune distinction entre le projet individuel et le projet de sortie n'est faite. Les discussions avec les jeunes et le personnel n'ont pas clarifié ce qu'implique exactement un projet individuel.

La loi de 2017 prescrit le **projet individualisé** de la façon suivante : « *Le directeur du centre et les membres des unités en charge de l'encadrement socio-éducatif et psycho-social du pensionnaire établissent un projet individualisé qui précise la prise en charge du pensionnaire pendant et après son séjour au centre en vue de sa préparation à la sortie du centre et qui définit les objectifs de sa réintégration sociale. À cette fin le projet individualisé tient compte de l'intervention socio-éducative et psychosociale dont le pensionnaire a fait l'objet avant son placement au centre, de la situation*

familiale du pensionnaire, de sa personnalité et de ses besoins. Le projet individualisé est établi dans l'intérêt du pensionnaire et avec l'accord des autorités judiciaires. Il mentionne l'unité du centre et l'équipe en charge de son encadrement. L'équipe associe le pensionnaire à l'élaboration du projet individualisé. Le projet individualisé est communiqué à ses parents ou à son tuteur. »

Lors des entretiens avec le personnel, il s'avère que les éducateurs.rices mettent en place et supervisent le **projet individualisé** avec les jeunes et que le Service Psycho Social (SPS) met en place et suit le **projet de sortie** avec les jeunes. Les entretiens ne permettent pas de savoir s'il existe une liaison systématique entre le projet individualisé et le projet de sortie. Cependant, l'OKAJU et le CELPL ont eu l'impression qu'il n'y a pas assez de coopération et d'échange d'informations dans ce domaine entre les éducateurs.rices et le SPS afin de travailler de manière plus cohérente par rapport aux objectifs visés dans l'un et l'autre projet. Le CELPL et l'OKAJU sont d'avis que le projet individualisé et le projet de sortie ne peuvent être considérés séparément l'un de l'autre puisque, dès le jour de l'admission du jeune, le travail visant la sortie de l'institution commence. L'OKAJU et le CELPL sont également critiques sur la faisabilité de la réussite du projet individualisé et du projet de sortie dans une structure qui vise un séjour de trois mois.

Le CELPL et l'OKAJU regrettent également qu'il n'existe ni de structures d'accueil ni d'offres de suivi spécifiques (ou bien pas assez) pour les jeunes lorsqu'ils quittent l'UNISEC. Après tout, le moment où ils sont déchargés est critique. S'il n'y a pas de véritable réseau de sécurité dans leur environnement, ils risquent davantage de retomber à leurs anciennes habitudes et de se retrouver avec leurs fréquentations antérieures, ce qui augmente le risque de récidive. C'est pourquoi la transition entre la privation de liberté et le suivi ambulatoire (*extra muros*) s'avère particulièrement importante et malheureusement aussi problématique. Pour que la resocialisation puisse se dérouler avec succès, il faut des programmes de suivi ambulatoire qui préparent les jeunes libéré.e.s à une formation professionnelle ou à un travail, résolvent les problèmes de logement, s'occupent des problèmes d'addiction, etc.

Par conséquent, la libération doit déjà être intégrée dans le projet individuel et dans les concepts pédagogiques pendant le séjour à l'UNISEC, ce qui ne semble pas toujours être le cas et ce qui, compte tenu de la brièveté du séjour (généralement 3 mois, pourtant souvent prolongé énième de fois), ne semble pas forcément réaliste. Dans ce sens, les groupes d'habitation, la cuisine commune, les ateliers etc. de l'UNISEC servent aussi de lieux pédagogiques pour réapprendre les règles de la vie en commun.

- **Qualification et formation**

Qualification

Actuellement, les éducateurs.rices en service ont un diplôme d'éducateur.rice ou d'éducateur.rice gradué. L'OKAJU et le CELPL ont constaté que la majorité des éducateurs.rices sont relativement jeunes et n'ont donc pas forcément d'expérience professionnelle.

Compte tenu de la complexité du groupe cible, le CELPL et l'OKAJU considèrent qu'il serait bénéfique d'accorder la plus grande attention au recrutement du personnel quant à leur résistance au stress, leur faculté de résilience et leur capacité à gérer les émotions et les situations de crise.

Il est primordial d'accorder au CSEE une plus grande flexibilité en matière de gestion du personnel et à pouvoir adapter le personnel en fonction des besoins.

L'OKAJU et le CELPL recommandent de veiller à une constellation hétérogène de leur personnel, en recrutant des personnes de formations et spécialisations différentes (éducateurs.rices diplômé.e.s, mais également des personnes ayant accompli avec succès une formation de degré bachelor ou

master dans des domaines pertinents) et d'expériences professionnelles différentes, tout en sachant que ni l'une, ni l'autre exigence est un garant pour un travail adapté et satisfaisant.

Le CELPL et l'OKAJU insistent sur le fait qu'une formation continue ciblée doit être proposée au personnel socio-éducatif. Le recours à des spécialistes et formateurs du domaine de la protection judiciaire de la jeunesse respectivement de l'exécution des peines pour jeunes délinquants (« Jugendstrafvollzug ») s'impose.

Formations continues et développement professionnel

Afin de respecter les droits et les besoins des jeunes et de donner au personnel la possibilité de se développer professionnellement, il est important de leur offrir une possibilité de suivre des formations continues dans ce domaine.¹⁹

L'OKAJU et le CELPL ont identifié un manque de qualifications spécifiques du personnel et estiment que les éducateurs.rices et les agent.e.s de sécurité devraient suivre des formations continues. Dans le contexte de ces deux incidents, il convient également d'accorder une attention particulière à ces formations notamment quant à l'intervention du personnel en cas de crise et à la gestion des agressions et de la violence. Il s'agit d'acquérir davantage de connaissances et d'outils pour travailler avec les jeunes.

Le CELPL et l'OKAJU recommandent au CSEE d'offrir la formation dans l'« Approche préventive et Intervention contrôlée » (APIC) à l'ensemble de son personnel, alors que cette formation a fait ses preuves notamment en milieu psychiatrique et qu'ils sont convaincus que le personnel du CSEE pourrait profiter des connaissances et compétences transmises par cette formation.²⁰

4. Réduction de la probabilité de répétition d'un tel incident

Tandis que la commission de surveillance a une mission de contrôle étendue du CSEE, l'OKAJU et le CELPL ont indubitablement une mission plutôt préventive à remplir dans ce contexte et il est dès lors indispensable de proposer certains changements afin que de pareils incidents ne se reproduisent plus et afin de permettre à l'UNISEC de retrouver un mode de fonctionnement normal :

- D'un point de vue général :

Vu les tensions toujours existantes et compte tenu du fait qu'un tel événement risque de se reproduire à tout moment, surtout considérant la constellation invariée des jeunes et des propos de certains jeunes, nous recommandons de fermer l'UNISEC pour une durée déterminée aussi brève que possible afin de non seulement assurer la sécurité des jeunes, mais aussi afin d'accorder une pause à un personnel socio-éducatif et de sécurité en sous-effectif chronique, exaspéré et épuisé. Force est cependant de constater qu'une vraie alternative n'existe pas pour l'instant au Luxembourg.

¹⁹ https://childhub.org/sites/default/files/library/attachments/guidelineschildfriendlyjustice_en.pdf

²⁰ "Managing behaviour can be challenging in a secure environment where children can sometimes display unpredictable, inappropriate or aggressive behaviour in light of their complex needs and circumstances. In Oberstown, residential social care staff are trained with the principles, practice and use of the Management of Actual and Potential Aggression (MAPA)". Kilkelly, Ursula; Bergin, Pat: Advancing Children's Rights in Detention. A Model for International Reform. Bristol 2022. Page 108.

Etant donné qu'une institution semblable fait défaut au Luxembourg et que le transfert au CPL n'est pas à considérer, il faudra prévoir la possibilité de transférer certains jeunes dans des centres fermés à l'étranger en conformité avec les normes européennes en vigueur.

Le CELPL et l'OKAJU et le CELPL recommandent aux instances compétentes de mettre tout en œuvre afin de réduire le nombre actuel de jeunes placé.e.s à l'UNISEC.

Le CELPL et l'OKAJU invitent également les responsables du CHNP à respecter les modalités de la convention de collaboration de manière à réellement garantir la mise en œuvre pratique des prestations convenus avec l'UNISEC le cas échéant. En effet, selon les dires de l'UNISEC, il apparaît que l'offre thérapeutique est actuellement imputée de la moitié en termes de présence médicale sur place ce qui n'est ni dans l'intérêt de la réintégration/guérison des jeunes concerné.e.s, ni dans l'intérêt d'un mode de fonctionnement normal au sein de l'UNISEC. De surcroît, il semble exister des divergences notables en matière d'admission, temporaire ou non, de certains jeunes affichant des troubles psychiatriques au sein de l'unité de réhabilitation du CHNP (« orangerie ») et ce non par manque de place au sein de cette unité, mais plutôt pour des divergences en matière de soins. Si l'OKAJU et le CELPL sont pleinement conscients que la capacité de réhabilitation joue un rôle crucial pour la détermination de l'accueil, respectivement le rejet d'un potentiel patient, il n'en est pas moins que le CHNP est, en dépit de sa mission, certainement un endroit plus adéquat pour des jeunes ayant des troubles psychiques que l'UNISEC ne pourra jamais l'être.

- En ce qui concerne le fonctionnement et la gouvernance de l'UNISEC :

Le CELPL et l'OKAJU estiment que des pratiques professionnelles peu propices au bon fonctionnement de l'unité se soient installées et que celles-ci aient sensiblement contribué aux événements décrits. Ils sont en outre d'avis que la gestion de la crise en elle-même était inadaptée. Les relations avec les membres du personnel et avec les jeunes sont gravement perturbées. Un travail de réflexion et de reconstruction très poussé devra inéluctablement être fait.

Un plan de gestion de crise incluant des procédures et les compétences clairement définies doit impérativement être établi et présenté aux membres du personnel pour que chaque groupe professionnel soit informé de ses obligations et limites d'intervention en cas d'incident. Un audit de sécurité devrait régulièrement être réalisé au sein de l'UNISEC par un expert en la matière. L'UNISEC doit profiter d'une plus grande autonomie dans la gestion du budget en ce qui concerne des acquisitions en lien avec la sécurité. Les délais doivent être raccourcis pour garantir la sûreté et la sécurité du personnel et des jeunes lorsque des failles ont été découvertes.

L'expérience en milieu psychiatrique et en milieu carcéral a montré que l'intervention d'un grand groupe de personnes peut avoir un effet dissuasif en cas d'agitations. L'OKAJU et le CELPL recommandent d'équiper l'UNISEC dans les délais les plus brefs du système de radiocommunication RENITA afin de permettre une communication adéquate en situation de crise. Ce système permettrait entre autres aux agent.e.s confronté.e.s à un événement indésirable d'appeler du renfort parmi les agent.e.s sur place et disponibles pour intervenir rapidement.

Une plus grande autonomie doit également être instaurée en ce qui concerne le recrutement du personnel. A cette fin, il semble inévitable de transformer le CSEE en établissement public afin de permettre une gestion du personnel beaucoup plus flexible. Le recrutement du personnel de garde ne doit aucunement avoir lieu exclusivement par le biais de détachements. Il s'agit ici d'un cadre différent, nécessitant des approches et actions différentes. Le CSEE doit pouvoir recruter du personnel en dehors du milieu carcéral, tout en prévoyant des formations pratiques pertinentes, que ce soit en milieu carcéral, psychiatrique ou éducatif. Il faut également préciser les profils de compétences des différents intervenants et proposer une hausse générale des qualifications requises pour travailler dans ce domaine, que ce soit via la formation initiale ou continue.

Le CELPL et l'OKAJU soutiennent l'approche de créer des conditions de travail plus favorables au personnel affecté à l'UNISEC comparées à celles applicables en milieu éducatif plus « traditionnel ». Ils ne préconisent pas une indemnisation accrue du personnel éducatif affecté à l'UNISEC, mais estiment que le nombre de jours de congés annuels devrait être révisé vers le haut, respectivement que des journées supplémentaires pour l'intervision et la supervision soient intégrées aux PTI pour permettre au personnel de prendre plus souvent du recul de sorte à réduire le taux d'absentéisme et de départs vers d'autres institutions, ce qui est certainement un élément déclencheur desdits incidents.

Au sujet du personnel de sécurité, il est apparent qu'il nécessite une formation approfondie en matière de techniques d'immobilisation qui serait à renouveler au minimum tous les six mois. En outre, s'ils étaient amenés à agir en tant que première ligne de défense, il semble évident qu'eux aussi, à l'instar de la police, devraient bénéficier d'un équipement de protection adéquat et évidemment, être représenté de manière suffisante en termes d'effectifs afin de pouvoir assurer la sécurité du bâtiment et de ses occupants à tout moment et en toutes circonstances.

L'OKAJU et le CELP invitent également les responsables de l'UNISEC à revoir leurs mesures de sûreté afin de contrecarrer au maximum l'entrée de stupéfiants et de médicaments. Si ce phénomène était encore inconnu jusqu'en 2020, il semble avoir augmenté ces derniers temps et a finalement été confirmé par au moins une fouille impliquant des chiens détecteurs de stupéfiants.

La police grand-ducale quant à elle devrait bénéficier des informations et infrastructures nécessaires (accès aux plans du bâtiment, armoire de stockage, facilités pour le déchargement tactique de leurs armes, installation et accès à des caméras de surveillance supplémentaires, système de communication fiable, etc.) afin de rendre son déploiement au sein du bâtiment plus efficient et donc accroître la probabilité de réussite de leur mission.

Si les challenges liés à l'hétérogénéité des profils ne sauront être réglés à court terme, il semblerait opportun de leur proposer un programme de lutte contre la violence à tous les personnes concernées. Il en est de même pour les éducateurs.rices qui devraient pouvoir profiter de cours de self défense.

Finalement, il convient de souligner la nécessité d'une nouvelle composition du comité de surveillance de l'UNISEC. En effet, vu la problématique des profils « (non) transférables » au CHNP et compte tenu des tensions liées au départ massif du personnel de sécurité, le CELPL et l'OKAJU estiment qu'il est impératif que le ministère de la santé, tout comme le ministère de la justice (≠ Parquet général) soient également représentés au sein de ce même comité.

- En ce qui concerne le cadre légal de l'UNISEC :

Le régime disciplinaire doit être modifié. Toutes les mesures à caractère disciplinaire qui peuvent être prises à la suite d'un incident qui ne relèvent pas de la gestion immédiate de la crise et qui ne relèvent pas non plus de la sécurité ou sûreté instantanée doivent être considérées comme mesure disciplinaire et suivre la procédure telle que celle prévue par la loi en matière de placement en chambre d'isolement, tout en gardant à l'esprit la teneur des recommandations respectives du Conseil de l'Europe.²¹ Le besoin de transparence et de prévisibilité en cette matière est élevé et une pareille approche est susceptible de sensiblement réduire les tensions et les sentiments d'injustice qui existent actuellement à l'UNISEC.

²¹ Recommandation CM/Rec (2008) 11 du Comité des Ministres aux États membres sur les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures (adoptée par le Comité des Ministres le 5 novembre 2008 : « E.13.5 – Discipline et sanctions. 94.1. Des procédures disciplinaires ne peuvent être utilisées qu'en dernier recours. Les modes de résolution de conflit éducative ou réparatrice, ayant pour but de promouvoir la norme, doivent être préférées aux audiences disciplinaires formelles et aux punitions. »

5. Conclusions

Les facteurs ayant abouti aux incidents du 8 et 28 janvier et les problèmes de sécurité sont multiples et trouvent leurs origines aussi bien dans des problèmes/difficultés circonstanciels que structurels :

Parmi les problèmes/difficultés circonstanciels, il faut relever : (1) La composition du groupe des jeunes placé.e.s depuis novembre et décembre 2021 ayant de longs parcours communs dans le régime de la protection de la jeunesse et des profils prononcés. (2) La perception et le ressenti des jeunes des décisions et mesures prises après le premier incident ont été de nature à renforcer des sentiments d'injustice et ont incité des réactions d'opposition voire de révolte. (3) La durée excessive d'un/une jeune pour lequel l'expertise psychiatrique n'a pas été réalisée depuis plus de 12 mois, ce qui est un délai inexplicable et relève d'un mauvais fonctionnement du système judiciaire. (4) La pénurie du personnel liée à des absences prolongées et détachements non reconduits ainsi que des problèmes de recrutement nonobstant un effectif considérable en postes attribués. (5) Les profils des jeunes placé.e.s à l'UNISEC a fortement évolué depuis 2020 vers des jeunes ayant commis des délits et crimes ayant une plus grande disposition à la violence. (6) L'absence d'un plan de gestion de crise.

Parmi les problèmes/difficultés structurels, il faut relever : (1) Le manque de clarté au niveau des bases légales par rapport à la mission de l'UNISEC. Il est suggéré et demandé à l'UNISEC une mission quasi impossible de « protéger » et d'« éduquer » une hétérogénéité de profils dans un lieu et une infrastructure profondément carcérale mais dans une approche non-carcérale. (2) Bien que le concept d'action général du CSEE soit marqué par une pédagogie humaniste, il ne tient pas assez compte de l'hétérogénéité des profils en vue de l'évolution des deux dernières années. (3) Une infrastructure construite pour 12 jeunes qui selon les expériences des premières années ne peut accueillir qu'au maximum 6 jeunes du moins en fonction du concept et des procédures actuellement appliqués. Des salles additionnelles pour améliorer l'offre en activités socio-éducatives et des espaces verts de détente font défaut. L'architecture du bâtiment et le choix du mobilier ne contribuent pas au bien-être du séjour. (4) À l'hétérogénéité des profils des jeunes devrait correspondre une équipe multi-professionnelle et pluridisciplinaire spécialement qualifiée. (5) Absence d'un accompagnement scientifique ou d'une évaluation externe permanente. (6) Absence d'autres services et institutions offrant une prise en charge spécialisée de certains profils des jeunes, soit pour éviter le placement à l'UNISEC, soit après leur séjour. (7) Le statut légal et la gouvernance du CSEE comme service étatique et non comme établissement public et l'implication des différents ministères trop peu institutionnalisée notamment au niveau de la Commission de surveillance et de coordination.

Claudia MONTI

Ombudsman
Chargée du Contrôle externe
des lieux privés de liberté

Charel SCHMIT

Ombudsman
fir Kanner a Jugendlecher

Copie à :

- Chambre des Députés (*dans le cadre d'un échange à une date à fixer*)
- Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé
- Ministère de la Sécurité intérieure
- Direction du Centre socio-éducatif de l'État

Bibliographie

CELPL (2012) Le Centre socio-éducatif de l'Etat. En ligne : <https://www.ombudsman.lu/uploads/RV/RV5%20-%20Rapport.pdf>, consulté le 10 février 2022.

CELPL (2013) L'avant-projet de loi portant modification 1. de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'Etat 2. de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des fonctionnaires de l'Etat 3. de la loi du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique 4. du code des assurances sociales 5. de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire et l'avant-projet de règlement grand-ducal portant organisation de l'unité de sécurité du centre socio-éducatif de l'Etat. En ligne : <https://www.ombudsman.lu/uploads/AV/AV01.pdf>, consulté le 10 février 2022.

CELPL (2018) Rapport de visite 20 juillet - 1 août 2018. L'unité de sécurité du CSEE. En ligne : <https://www.ombudsman.lu/uploads/RV/RV17%20-%20Rapport.pdf>, consulté le 11 février 2022.